

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

Étaient présents : M. Michel PLAZANET, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Lucien DEMICHEL, M. Jean-Luc AIGUEPERSE, M. Michel LAUTRETTE, M. Bernard ROUX, Mme Janine POUJOL, M. Jean-Jacques CAFFY, M. Marc MILLON, Mme Milena LOUBRIAT, M. Jérôme SAGNE, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Christian MANEUF, M. Serge BOURBOULOUX, M. Jean-Paul GRADOR, Mme Catherine CHAMBRAS, M. François FILLATRE, M. Jean-François BUISSON, Mme Nathalie RAUFLET, M. Jean-Paul COMBY, Mme Corinne BOUYASSE

Absents excusés :

Mme Odette CIBLAC ayant donné procuration à Mme Catherine CHAMBRAS
M. Christian BELLEVILLE ayant donné procuration à M. Jean-Luc AIGUEPERSE
Mme Delphine BOUDET ayant donné procuration à M. Jérôme SAGNE
M. Jean-Jacques DUMAS ayant donné pouvoir à M. Serge BOURBOULOUX
Mme Catherine MOURNETAS ayant donné pouvoir à M. Jean-Paul GRADOR
M. Patrick PIGEON ayant donné pouvoir à M. Jean-Jacques CAFFY
Mme Evelyne DEBARBIEUX
M. Jean-Pierre DRAPPIER ayant donné pouvoir à M. Jean-Paul COMBY

Suppléants présents sans voix délibérative : /

Secrétaire de séance : M. Christian MANEUF

Madame la Présidente remercie la municipalité de Salon la Tour pour la mise à disposition de la salle.

Points d'actualité :

1/ Départ de M. Debuigny et arrivée de Mme Terrassoux. Mme la Présidente précise à l'assemblée que le territoire ne sera pas couvert en 2022 par un CDL (conseiller aux décideurs locaux) et un SCG (comptable).

2/ Courant 2021, les rencontres avec les maires ont mis en avant certaines attentes vis-à-vis de la CCPU notamment en matière d'accès aux droits, ce qui entraîne une surcharge de travail des secrétaires de mairies. Aussi, une réflexion est en cours pour développer les Espaces France Service (EFS): il ne s'agit pas d'en créer un nouveau mais de se raccrocher aux deux existants.

La CCPU/CIAS pourrait mettre à disposition un agent à raison de 4 demi-journées par mois (le jeudi semaine 2 et semaine 3).

Une rencontre avec M. le Sous-Préfet le Brun a eu lieu le 16-11-2021 à ce sujet. Nous devons lui transmettre différentes informations.

Bernard ROUX : 4 demis journées par mois c'est peu, car roulement long.

Catherine CHAMBRAS : Il s'agira d'un service sur rendez-vous uniquement

Jean-Paul GRADOR : Quid en cas d'urgence ?

Catherine CHAMBRAS : il y a toujours les 2 EFS qui disposent de tous les contacts.

Jérôme SAGNE : Il faut vraiment un espace confidentiel pour gérer les dossiers.

3/ L'enveloppe « aide économique » est très largement consommée, ce qui témoigne d'un véritable dynamisme sur le territoire.

4/ Points sur les zones d'activités économiques :

MAS DU PUY

- L'entreprise Nicolas ne viendra pas (problématique par rapport aux pommiers).
- Interrogation quant à un achat des terrains Freyssinet

BEAUSOLEIL

- Terrains Dumont « sud ZA » : prévoir une rencontre et proposer une promesse achat/vente avec M. Roux
- Terrains Verdier : si un agriculteur va sur ce terrain, la CCPU n'ira pas
- Terrains Boutet : caler un RDV
- Rencontre avec une entreprise de concassage qui est très intéressée (1 à 3 emplois et si développement + 10 emplois).
- Proposer une rencontre à Ponty pour travailler sur un pôle éco circulaire, est-ce cohérent ?

Michel PLAZANET rencontre M. Cheminade par rapport au parking de la Poste.

PATURAUX

Question des tarifs :

- Terrain de 1560 m² : 10 € en l'état
- Terrain Fiducial : vente ne peut être annulée car les délais sont passés. Reprendre contact avec notaire.
- Terrain Tassain : en cours
- Terrains sollicités par M. Boudinet : 16 €
- Terrain 5060 m² : tenter 16 € (implantation d'un garage/atelier + concession).
- Terrain 4010 m² : proposition aux ambulances Nicolas (ayant refusé Mas du Puy) à 14 €
- Batiment « Pozanski » : 2 cellules : La Vie Claire + Laurent Saute
- Terrain 2600 m² : Demande faite par M. Pozanski pour un achat afin de réaliser des parkings : 5€
- Macro lot 2, terrains plutôt biens donc 12 €.

PORTE DU MIDI

L'acte de Vente pour l'entreprise TEMACO a été signé.

Révision du PLU de Vigeois : la DREAL (Bordeaux) demande un complément d'informations.

Jérôme SAGNE : Comment la DREAL peut se prononcer sans se déplacer ?

La Société Distry est prête à signer pour une première tranche.

Approbation à l'unanimité du PV de la séance précédente.

Madame la Présidente demande au conseil de bien vouloir retirer de l'ordre du jour la délibération relative au RIFSEEP. Accord à l'unanimité.

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

ENGAGEMENTS DES CREDITS D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2022

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle que conformément à l'article L.1612-1 du CGCT, l'exécutif de la collectivité peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1, c'est-à-dire non seulement les dépenses inscrites au budget primitif, mais également celles inscrites dans les décisions modificatives, déduction faite des crédits nécessaires au remboursement de la dette, des restes à réaliser et des reports.

Le Conseil Communautaire, après délibération, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la Présidente à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget 2022 dans la limite des crédits et représentant 25% maximum des crédits ouverts au budget de l'exercice 2021, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Chapitre – Libellé nature	Crédits ouverts en 2021	Montant autorisé avant le vote du BP 2022
20 - Immobilisations incorporelles	24 153,45 €	6 038,36 €
204 – Subventions d'équipement versées	193 624,81 €	48 406,20 €
21 - Immobilisations corporelles	89 495,47 €	22 373,87 €
23 - Constructions	136 009,00 €	34 002,25 €
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT hors dette	443 282,73 €	110 820,68 €

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION – BUDGETS ANNEXES DES ZONES

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle à l'assemblée que la Communauté de communes exerce la compétence aménagement zones d'activités et qu'à cet égard, le conseil communautaire a décidé de voter des budgets annexes pour chaque zone d'activité.

Les dépenses relatives à l'aménagement des terrains sont retracées dans des comptes de stocks dont la vocation est de déterminer le prix de revient des terrains aménagés et, par comparaison de celui-ci avec le prix de vente, le gain ou la perte de la collectivité.

Ainsi, toutes les dépenses de travaux indispensables à la viabilisation des terrains sont inscrites en section de fonctionnement. Les autres dépenses courantes telles que l'entretien des terrains ou des voiries, l'électricité, l'eau..., inscrites également en fonctionnement sur chaque budget annexe ne peuvent venir alourdir le prix de revient des terrains.

Aussi, Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose de verser, chaque année, une subvention exceptionnelle à chaque budget annexe de zones d'activités pour couvrir l'ensemble des dépenses autres que celles liées à l'aménagement des terrains.

Par délibération le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE d'attribuer et de VERSER** une subvention de dix-huit mille sept cent trente-cinq euros (18 735,00 euros) aux budgets annexes des zones d'activités
- **DIT** que cette subvention est répartie de la manière suivante :

BUDGET ANNEXE	MONTANT
- Mas du Puy	4 635,00 €
- Gane Lachaud	1 130,00 €
- Paturaux	7 575,00 €
- Beausoleil	5 395,00 €

- **DIT** que les crédits nécessaires pour cette dépense sont inscrits au budget 2021 de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche ;
- **DIT** que les recettes seront inscrites aux différents budgets annexes concernés.

SUBVENTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE AU CIAS DU PAYS D'UZERCHE

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle que le CIAS du Pays d'Uzerche gère les services, enfance-jeunesse, petite enfance et maintien à domicile, ainsi que les actions en faveur du lien social (insertion – Mission locale) ; afin de permettre le fonctionnement des différents services, une subvention d'équilibre est nécessaire.

Conformément au budget voté par la Communauté de communes du Pays d'Uzerche pour l'exercice 2021 ;

Conformément au budget voté par le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche pour l'exercice 2021 ;

Au regard des dépenses et des recettes réalisées et à venir d'ici la fin de l'exercice, Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose de verser la subvention de la Communauté de communes au CIAS pour le montant initialement prévu.

Appelé à délibérer, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** de verser une subvention de 365 000,00 € CIAS du Pays d'Uzerche, pour l'année 2021,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à engager toutes les démarches nécessaires.

OBJET : ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION – REVISION LIBRE

Vu le CGCT,

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts,

Vu le rapport de la CLECT en date du 13 mars 2018

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle que le montant de l'attribution de compensation a été fixé par délibération n°2018.09.12 du 10 septembre 2018.

Il précise que le montant de l'attribution de compensation peut être révisé à la hausse comme à la baisse après accord entre l'EPCI et les communes membres intéressées selon les modalités de la révision libre fixées au 1° bis du V de l'article 1609 nonies du CGI.

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

Monsieur le 1^{er} Vice-Président rappelle également que les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur EPCI lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire de l'EPCI.

Une révision libre ne s'effectue pas nécessairement à la suite d'un transfert de compétences et de charges entre l'intercommunalité et ses communes membres. Elle peut s'effectuer sans transfert de charges supplémentaires et dans ce cas-là, il n'est pas nécessaire que la CLECT se réunisse ni qu'elle établisse un nouveau rapport.

Monsieur le 1^{er} Vice-Président rappelle que lors du conseil du 18 mars 2021, la question de la fiscalité et des attributions de compensation a été abordée (cf. CR validé) notamment en ce qui concerne les IFER perçus pour le compte du champ photovoltaïque – La Gane Lachaud Uzerche).

Il avait été prévu sous l'ancienne mandature un reversement par l'EPCI (percevant la fiscalité liée) d'un reversement à la commune d'Uzerche à hauteur de 75 %.

Les montants 2021 ayant été portés à la connaissance de l'EPCI, il est proposé de modifier le montant de l'attribution de compensation versée à la commune d'Uzerche.

Le montant IFER perçu pour le compte du champ photovoltaïque – La Gane Lachaud Uzerche par l'EPCI est de 18 676 € ; aussi, il est proposé de reverser 14 157 € d'attribution de compensation à la commune d'Uzerche (75% x 18 676).

Il est précisé, en premier lieu, qu'il n'est possible de réviser une attribution de compensation que si la commune concernée a auparavant donné son accord à cette révision.

Consécutivement, les délibérations concordantes de l'intercommunalité et de la commune intéressée, fixant librement les nouveaux montants d'attribution de compensation, doivent alors viser le dernier rapport établi par la CLECT lors du dernier transfert de charges réalisé entre l'EPCI et ses communes membres.

Il est précisé que le premier point est validé, aussi il est demandé au conseil communautaire de bien vouloir se prononcer sur la révision libre tel qu'évoqué précédemment.

Le conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité :

- **AUTORISE** la révision libre de l'attribution de compensation pour la commune d'Uzerche,
- **DIT** que le montant de l'attribution de compensation de la commune d'Uzerche fixée en 2018 à 611 255.88 € est majorée de 14 157 €. Elle sera donc dès 2021 de 625 412.88 €,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de transmettre la présente délibération à M. le Maire d'Uzerche,
- **RAPPELLE** que la modification ne sera effective qu'après réalisation des différentes obligations réglementaires,
- **RAPPELLE** qu'à compter de l'année 2021 le montant des attributions de compensation est le suivant :

Commune	AC annuelle définitive
CONDAT /GANA VEIX	12 417.34 €
ESPARTIGNAC	33 719.52 €
EYBURIE	9 096.23 €
LAMONGERIE	761.12 €
MASSERET	58 974.37 €
MEILHARDS	14 438.56 €
ORGNAC SUR VEZERE	2 885.18 €
PERPEZAC LE NOIR	128 545.29 €
SAINT YBARD	77 575.65 €
SALON LA TOUR	88 732.38 €
UZERCHE	625 412.88 €
VIGEOIS	42 738.95 €
	1 095 297.47 €

RAPPELLE que le montant de l'attribution de compensation est versé mensuellement par douzième.

BUDGET PRINCIPAL – DECISION MODIFICATIVE N° 3

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire de réaliser des virements de crédits en fonctionnement.

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
739211	Attributions de compensation	14 160,00 €			
739223	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	-8 740,00 €			
022	Dépenses imprévues	-5 420,00 €			
	Total des dépenses de fonctionnement	0.00 €		Total des recettes de fonctionnement	0.00 €

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :
- **APPROUVE** la décision modificative n°3 indiquée ci-dessus.

BUDGET ANNEXE MAISON DES ENTREPRISES – DECISION MODIFICATIVE N° 2

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire de réaliser des virements de crédits en investissement.

INVESTISSEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	-5 000,00 €			
2184	Autres immobilisations corporelles - Mobilier	5 000,00 €			
	Total des dépenses d'investissement	0.00 €		Total des recettes d'investissement	0.00 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :
- **APPROUVE** la décision modificative n°2 indiquée ci-dessus.

Budget annexe Porte du Midi – Consignation

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, informe l'assemblée que la Communauté de communes a signé le 30 octobre dernier, l'acte administratif de vente de terrains à bâtir situés à Vigeois – zone de Porte du Midi (superficie : 49 317 m²), à la SCI Guydeham pour un montant toutes taxes comprises de 414 262,80 €.

La vente a été validée et acceptée avec la clause résolutoire suivante : « les parties conviennent que dans l'hypothèse où le permis de construire requis par l'acquéreur ne serait pas délivré à la date du 31 mai 2022, la présente vente sera résiliée de plein droit. »

Aussi, il vous est proposé de mettre en consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations le montant de la vente, les fonds ayant été perçus, à minima jusqu'à la date d'obtention du permis de construire et la modification du PLU de Vigeois.

Cette mise sous séquestre du prix de vente peut faire l'objet d'une rémunération au taux annuel de 0.30 % ; sous réserve que la Caisse des Dépôts et Consignations valide notre demande.

La demande de déconsignation fera l'objet d'une nouvelle autorisation.

Par délibération le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **AUTORISE** la mise en consignation du montant de la vente à la SCI Guydeham soit 414 262,80 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- **AUTORISE** Mme la Présidente, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération,
- **DIT QUE** les opérations comptables et budgétaires liées seront établies sur le budget annexe concerné.

BUDGET ANNEXE PORTE DU MIDI – DECISION MODIFICATIVE N° 2

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire de réaliser des augmentations de crédits en investissement pour enregistrer la consignation du montant de la vente de terrains demandée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

INVESTISSEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
2731	Autres immobilisations financières – Comptes de placement rémunérés	414 262,80 €	165	Dépôts et cautionnements reçus	414 262,80 €
	Total des dépenses d'investissement	414 262,80 €		Total des recettes d'investissement	414 262,80 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :
- **APPROUVE** la décision modificative n°2 indiquée ci-dessus.

BUDGET ANNEXE SPANC – DECISION MODIFICATIVE N° 1

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire de réaliser des augmentations de crédits en fonctionnement.

FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
6281	Concours divers	-6 500,00 €	7788	Recettes exceptionnelles	5 555,00 €
6618	Intérêts des autres dettes	-100,00 €			
6218	Autre personnel extérieur	5 475,00 €			
6411	Charges de personnel et frais assimilés	6 680,00 €			
	Total des dépenses de fonctionnement	5 555,00 €		Total des recettes de fonctionnement	5 555,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :
- **APPROUVE** la décision modificative n°1 indiquée ci-dessus.

PROCES VERBAL

Séance du conseil communautaire 07 décembre 2021 – Salon la Tour

CREANCES ETEINTES

Les créances éteintes sont des dettes annulées par un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, ou un effacement de dette prononcé par une décision du juge du Tribunal d'Instance lors d'une procédure de rétablissement personnel.

Les créances éteintes sont des décisions de justice définitives qui s'imposent à la collectivité comme au comptable et les poursuites pour recouvrer les sommes sont impossibles.

M. Nicolas DEBUIGNY, trésorier d'Uzerche, informe des procédures de surendettement (l'effacement des créances dans le cadre des procédures de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire) pour un montant global de 139,60 € (ALSH 2015).

C'est pourquoi, il vous est demandé de prendre acte de la décision de la Commission de Surendettement de la Corrèze et de vous prononcer sur la non-valeur au titre des créances éteintes pour les dettes, objet de l'effacement.

Cette non-valeur se traduira par l'émission d'un mandat au compte 6542 – créances éteintes – pour le montant des dettes effacées. Il s'agit d'une non-valeur particulière puisque la créance, éteinte par l'effet d'une décision extérieure à la Collectivité, ne pourra donner lieu à aucun recouvrement, y compris si les intéressés reviennent à meilleure fortune.

Madame la Présidente propose au Conseil Communautaire de délibérer sur l'admission des titres évoqués en créances éteintes.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **ADMET** en créance éteinte les titres émis pour un montant de 139,60 €,
- **IMPUTE** cette dépense au compte 6542-créances éteintes – sur le budget de la Communauté de communes.

CONTRACTUALISATION AVEC LE DEPARTEMENT – Demande aide financière

Collectivité de proximité, le Département est le garant de l'aménagement et du développement équilibré des territoires. Depuis 2015, il a fait de l'aide aux collectivités une priorité pour aménager, équiper et développer la Corrèze tout en soutenant l'activité économique et l'emploi.

Ces aides l'ont l'objet d'une contractualisation entre le Département et chaque collectivité.

Ainsi dans le Contrat de Cohésion des Territoires 2021/2023 approuvé et signé, l'opération liée à l'audit énergétique est accompagnée financièrement par le département.

Afin de solliciter le versement de la subvention départementale, il convient d'actualiser le plan de financement prévisionnel suivant :

Aide Départementale : 80 %	3 540.00 €
Autofinancement : 20 %	885.00 €
Montant de l'opération HT	4 425.00 €

De plus, Madame la Présidente précise que le montant subventionnable prévisionnel était de 6 000 euros HT, aussi elle propose de solliciter le Département pour que l'enveloppe non consommée sur cette opération soit ajoutée à la seconde opération prévue au contrat.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **VALIDE** le plan de financement
- **VALIDE** la sollicitation proposée pour que l'enveloppe non consommée sur cette opération soit ajoutée à la seconde opération prévue au contrat.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

DELIBERATION DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1 ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le recrutement d'un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activité ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le recrutement d'un agent contractuel pour accroissement saisonnier d'activité ;

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels non permanents en cas d'accroissement temporaire d'activité (article 3 1° de la loi de 84),
- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels non permanents en cas d'accroissement saisonnier d'activité (article 3 2° de la loi de 84),
- **DIT** que Madame la Présidente est chargée de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de la collectivité.

COMPTABILITE MODIFICATION DE LA CLE DE REPARTITION COMPTABILITE – CLE DE REPARTITION – années 2021 et 2022

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, informe le conseil de la demande des partenaires financiers et institutionnels. Afin de pouvoir contrôler la cohérence des budgets prévisionnels et des comptes de résultats transmis, les partenaires financiers souhaitent qu'une clé de répartition soit définie pour les dépenses dites « transversales ». Ces dépenses sont essentiellement les charges de gestion courante, ou de personnel intervenant sur divers services.

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle qu'une clé de répartition – venant en appui de la comptabilité analytique avait été mise en place, permettant ainsi d'avoir une vision par service.

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

Il est rappelé que le conseil communautaire, à l'unanimité, avait autorisé que les factures concernant le budget principal et le budget annexe Centre Intercommunal d'Action Sociale (téléphone, loyer...par exemple) soient mandatées sur le budget principal qui utilisera une comptabilité analytique et une refacturation, en application de la délibération « clé de répartition », périodiquement dans l'année. Aussi, il avait été décidé :

- Que les dépenses liées à plusieurs services (par exemple le loyer, l'abonnement téléphonique...) soient ventilées en fonction du nombre de services utilisateurs ; à titre d'exemple, toutes les dépenses de la Maison de l'enfance impacteront les services Multi accueil, Accueils de Loisirs Sans Hébergement d'Uzerche et le Relais d'Assistants Maternels (par exemple, pour l'emprunt lié à la Maison de l'Enfance)
- Que les dépenses liées aux sorties des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (frais d'entrée, transport...) soient ventilées en fonction du nombre d'enfants inscrits sur les structures pour ladite sortie ;

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président précise que dans un souci de bonne gestion administrative et comptable une mutualisation des moyens humains est mise en place et qu'afin de répartir la charge financière de la masse salariale et des frais annexes liés, il est également appliqué une clé de répartition.

Compte tenu des diverses réorganisations des services suite aux prises de compétences ou reprises de structures, il est proposé de modifier la clé de répartition à compter du 1^{er} janvier 2021.

Aussi, les dépenses liées aux agents « transversaux » seraient réparties ainsi :

- **Poste du Directeur de la Communauté de Communes**
 - 37 % Communauté de Communes
 - 63 % CIAS
 - 13 % multi accueil
 - 3 % Relais Assistants Maternels
 - 12 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
 - 12 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
 - 15 % Aides Ménagères – service prestataire
 - 8 % Service de Coordination de l'Autonomie
- **Poste en charge de la Gestion des Ressources Humaines de la Communauté de Communes**
 - 9 % Communauté de Communes
 - 7 % Administration Générale
 - 1 % SPANC
 - 1 % Urbanisme
 - 91 % CIAS
 - 10 % multi accueil
 - 1 % Relais Assistants Maternels
 - 14 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
 - 15 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
 - 50 % Aides Ménagères
 - 1 % Instance de Coordination de l'Autonomie
- **Poste en charge de la comptabilité et de la commande publique de la Communauté de Communes**
 - 25 % Communauté de Communes
 - 17 % Administration Générale
 - 7 % SPANC
 - 1 % Urbanisme
 - 75 % CIAS
 - 18 % multi accueil
 - 1 % Relais Assistants Maternels
 - 18 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
 - 18 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
 - 16 % Aides Ménagères
 - 4 % Instance de Coordination de l'Autonomie
- **Poste du Directeur de l'Aménagement du territoire de la Communauté de Communes**
 - 90 % Communauté de Communes
 - 71 % Administration Générale
 - 4 % SPANC
 - 15 % Urbanisme
 - 10 % CIAS
 - 3 % multi accueil
 - 1 % Relais Assistants Maternels
 - 3 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
 - 3 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
- **Poste agent technique**
 - 100 % Communauté de Communes
 - 95 % SPANC
 - 5 % Administration Générale

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

- **APPROUVE** la clé de répartition présentée ci-dessus ;
- **DIT** que cette clé de répartition est applicable dès le 1^{er} janvier 2021 et pourra être revue en cas de réorganisation des services et des compétences ;
- **DIT** que les dépenses liées aux budgets annexes seront refacturées au dit budget en fin d'année ;
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir transmettre cette décision aux partenaires financiers.

Compte tenu des diverses réorganisations des services suite aux prises de compétences ou reprises de structures, il est proposé de modifier la clé de répartition à compter du **1^{er} janvier 2022**.

Aussi, les dépenses liées aux agents « transversaux » seraient réparties ainsi :

- **Poste du Directeur de la Communauté de Communes**
 - 37 % Communauté de Communes
 - 63 % CIAS
 - 12 % multi accueil
 - 3 % Relais Assistants Maternels
 - 11 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
 - 11 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
 - 17 % Aides Ménagères – service prestataire
 - 9 % Service de Coordination de l'Autonomie
- **Poste en charge de la Gestion des Ressources Humaines de la Communauté de Communes**
 - 7 % Communauté de Communes
 - 5 % Administration Générale
 - 1 % SPANC
 - 1 % Urbanisme
 - 93 % CIAS
 - 12.50 % multi accueil
 - 1 % Relais Assistants Maternels
 - 12.50 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
 - 12.50 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
 - 53.50 % Aides Ménagères
 - 1 % Instance de Coordination de l'Autonomie
- **Poste en charge de la comptabilité et de la commande publique de la Communauté de Communes**
 - 28 % Communauté de Communes
 - 11 % Administration Générale
 - 13 % SPANC
 - 4 % Urbanisme
 - 72 % CIAS
 - 14 % multi accueil
 - 1 % Relais Assistants Maternels
 - 15 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
 - 15 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
 - 23 % Aides Ménagères
 - 4 % Instance de Coordination de l'Autonomie
- **Poste du Directeur de l'Aménagement de la Communauté de Communes**
 - 85 % Communauté de Communes
 - 64 % Administration Générale
 - 4 % SPANC
 - 17 % Urbanisme
 - 15 % CIAS
 - 6 % multi accueil
 - 1 % Relais Assistants Maternels
 - 4 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
 - 4 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
- **Poste agent technique**
 - 100 % Communauté de Communes
 - 95 % SPANC
 - 5 % Administration Générale

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la clé de répartition présentée ci-dessus ;
- **DIT** que cette clé de répartition est applicable dès le 1^{er} janvier 2022 et pourra être revue en cas de réorganisation des services et des compétences ;
- **DIT** que les dépenses liées aux budgets annexes seront refacturées au dit budget en fin d'année ;
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir transmettre cette décision aux partenaires financiers.

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

REGLEMENT INTERIEUR DU PERSONNEL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant la nécessité pour la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche de se doter d'une charte commune s'appliquant à l'ensemble du personnel communautaire précisant un certain nombre de règles, principes et dispositions relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services de l'EPCI,

Considérant que le projet de règlement intérieur soumis à l'examen des instances paritaires a pour ambition, sur la base des dispositions encadrant l'activité du personnel communautaire, de faciliter l'application des prescriptions édictées par le statut de la Fonction Publique Territoriale, notamment en matière :

1. d'organisation du travail
2. d'hygiène et de sécurité
3. de règles de vie dans la collectivité
4. de gestion du personnel
5. de discipline
6. de mise en œuvre du règlement

Vu l'avis du Comité Technique en date du 30 novembre 2021

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **ADOpte** le règlement intérieur du personnel communautaire dont le texte est joint à la présente délibération,
- **DEMANDE** à Mme la Présidente de communiquer ce règlement à tout agent employé à la Communauté de Communes,
- **DONNE** tout pouvoir à Mme la Présidente pour réaliser les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Cette délibération abroge et remplace la délibération 2019.06.08 du 20 juin 2019.

TELETRAVAIL AU SEIN DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE

Madame la Présidente rappelle que le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication ;

Madame la Présidente précise que le télétravail est organisé au domicile de l'agent ou, éventuellement, dans des locaux professionnels distincts de ceux de son employeur public et de son lieu d'affectation et qu'il s'applique aux fonctionnaires et aux agents publics non-fonctionnaires ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 30 novembre 2021

Considérant que les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation ;

Considérant que l'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci ;

Le télétravail est une forme d'organisation du travail, utilisant les technologies de l'information et de la communication, et dans laquelle les fonctions, qui auraient pu être réalisées dans les locaux de l'employeur, sont effectuées hors de ces locaux, de manière régulière et volontaire.

Statutairement, les fonctionnaires et les agents contractuels des trois fonctions publiques (État, territoriale, hospitalière) peuvent exercer leurs fonctions dans le cadre du télétravail.

Le télétravail n'est pas compatible avec toutes les activités et tous les métiers de la collectivité ou de l'établissement public. Les postes éligibles au télétravail doivent être sélectionnés dans l'intérêt la collectivité ou de l'établissement public qui doit veiller à la qualité et à la continuité de ses missions et dans l'intérêt des agents qui doivent bénéficier des meilleures conditions pour atteindre leurs objectifs professionnels en télétravail. Le télétravail n'est donc possible que sur certains postes seulement. Ces postes doivent être précisés, après avis du comité technique, dans la délibération instaurant le télétravail au sein de la collectivité.

L'introduction du télétravail au sein d'une structure suppose au préalable la définition d'un projet, décliné sous la forme d'une **délibération** de l'assemblée délibérante prise après **avis du Comité Technique (CT), transmise pour information au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)**.

Le télétravail ne peut excéder 3 jours par semaine (*ce seuil peut s'apprécier sur une base mensuelle*)

Dérogations au seuil de 3 jours par semaine

- A la demande des agents dont l'état de santé, le handicap ou l'état de grossesse le justifient et après avis du service de médecine préventive ou du médecin du travail ; Cette dérogation est renouvelable, après avis du service de médecine préventive ou du médecin du travail, il peut être dérogé pour 6 mois maximum aux quotités susvisées.
- Lorsqu'une autorisation temporaire de télétravail a été demandée et accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site

Le télétravail peut être accordé pour des raisons médicales.

L'autorisation de télétravail est délivrée pour un recours régulier ou ponctuel au télétravail. Elle peut prévoir l'attribution de jours de télétravail fixes au cours de la semaine ou du mois ainsi que l'attribution d'un volume de jours flottants de télétravail par semaine, par mois ou par an dont l'agent peut demander l'utilisation à l'autorité responsable de la gestion de ses congés.

Un agent peut, au titre d'une même autorisation, mettre en œuvre ces différentes modalités de télétravail.

1. Détermination des activités éligibles au télétravail

Tous les grades de toutes les filières sont concernés par la mise en place du télétravail, dès lors qu'il ne constitue pas un frein au bon fonctionnement des services étant entendu que certaines fonctions impliquant une présence physique sur le lieu de travail habituel et/ou un contact avec les administrés ou collaborateurs sont par nature incompatibles avec le télétravail

2. Locaux mis à disposition pour l'exercice du télétravail

Le télétravail aura lieu au domicile des agents ou tout autre lieu après autorisation par l'autorité

3. Règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données :

La sécurité des systèmes d'information vise les objectifs suivants :

- **La disponibilité** : le système doit fonctionner sans faille durant les plages d'utilisation prévues et garantir l'accès aux services et ressources installées avec le temps de réponse attendu ;
- **L'intégrité** : les données doivent être celles que l'on attend, et ne doivent pas être altérées de façon fortuite, illicite ou malveillante. En clair, les éléments considérés doivent être exacts et complets ;
- **La confidentialité** : seules les personnes autorisées ont accès aux informations qui leur sont destinées. Tout accès indésirable doit être empêché ;

Le responsable du traitement, est astreint à une obligation de sécurité. Il doit faire prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité des données et éviter leur divulgation :

- Les données contenues dans les fichiers ne peuvent être consultées que par les services habilités à y accéder en raison de leurs fonctions.
- Le responsable du traitement doit prendre toutes mesures pour empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. S'il est fait appel à un prestataire externe, des garanties contractuelles doivent être envisagées.
- Les mesures de sécurité, tant physique que logique, doivent être prises. (par ex : Protection anti-incendie, copies de sauvegarde, installation de logiciel antivirus, changement fréquent des mots de passe alphanumériques d'un minimum de 8 caractères.)
- Les mesures de sécurité doivent être adaptées à la nature des données et aux risques présentés par le traitement.

D'autres aspects peuvent aussi être considérés comme des objectifs de la sécurité des systèmes d'information, tels que :

- **La traçabilité (ou « Preuve »)** : garantie que les accès et tentatives d'accès aux éléments considérés sont tracés et que ces traces sont conservées et exploitables ;
- **L'authentification** : L'identification des utilisateurs est fondamentale pour gérer les accès aux espaces de travail pertinents et maintenir la confiance dans les relations d'échange ;
- **La non-répudiation et l'imputation** : Aucun utilisateur ne doit pouvoir contester les opérations qu'il a réalisées dans le cadre de ses actions autorisées, et aucun tiers ne doit pouvoir s'attribuer les actions d'un autre utilisateur.

Les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage déterminé et légitime, correspondant aux missions de l'établissement, responsable du traitement. Tout détournement de finalité est passible de sanctions pénales.

Seules doivent être enregistrées les informations pertinentes et nécessaires pour leur finalité. Les données personnelles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des objectifs poursuivis.

4. Règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé :

L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la collectivité ou de l'établissement.

Néanmoins, toute modification ponctuelle fera l'objet d'une demande préalable écrite à la hiérarchie et ne sera effective qu'après accord de celle-ci.

Durant ces horaires, l'agent doit être à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Il doit donc être totalement joignable et disponible en faveur des administrés et/ou de ses collaborateurs et/ou de ses supérieurs hiérarchiques.

Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail.

Si l'agent quitte son lieu de télétravail pendant ses heures de travail sans autorisation préalable de l'autorité territoriale, ce dernier pourra être sanctionné pour manquement au devoir d'obéissance hiérarchique.

L'agent pourra également se voir infliger une absence de service fait pour le temps passé en dehors de son lieu de télétravail.

Enfin, tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service.

Toutefois, durant sa pause méridienne, conformément à la réglementation du temps de travail de la collectivité ou de l'établissement, l'agent est autorisé à quitter son lieu de télétravail.

L'agent assurant ses fonctions en télétravail devra indiquer de façon détaillée le lieu où se déroulera l'activité de télétravail, ainsi que ses conditions d'installation.

L'agent devra informer sa compagnie d'assurance-habitation de sa situation de télétravail à domicile et s'assurer qu'il est couvert à cet effet pour lui-même ainsi que pour le matériel utilisé.

5. Modalités d'accès des institutions compétentes sur le lieu d'exercice du télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

Une délégation du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) peut réaliser une visite sur le lieu d'exercice des fonctions en télétravail.

L'accès au domicile du télétravailleur est subordonné à l'accord de l'intéressé, dûment recueilli par écrit

6. Modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail :

- Le système déclaratif

Les modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail sont convenues entre l'agent et son supérieur hiérarchique. A charge du télétravailleur de gérer l'organisation de son temps de travail et au supérieur hiérarchique de s'assurer que le travail fourni est conforme aux attentes définies préalablement.

7. Modalités de prise en charge, par l'employeur, des coûts découlant directement de l'exercice du télétravail :

L'employeur met à la disposition des agents autorisés à exercer leurs fonctions en télétravail les outils de travail suivants :

- Accès à la messagerie professionnelle ;
- Accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions ;
- Etc...

L'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice du télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que la maintenance de ceux-ci.

8. Modalités de formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail

Le cas échéant, une formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail pourra être dispensée à l'agent.

9. Durée de l'autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail

L'exercice des fonctions en télétravail est accordé sur demande écrite de l'agent. Celle-ci précise les modalités d'organisation souhaitées, notamment les jours de la semaine travaillés sous cette forme ainsi que le ou les lieux d'exercice.

La durée de l'autorisation est fixée à 1 an

L'autorisation peut être renouvelée par décision expresse, après entretien avec le supérieur hiérarchique direct et sur avis de ce dernier. En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé doit présenter une nouvelle demande.

Il peut être mis fin à cette forme d'organisation du travail, à tout moment et par écrit, à l'initiative de l'administration ou de l'agent, moyennant un délai de prévenance de deux mois. Dans le cas où il est mis fin à l'autorisation de télétravail à l'initiative de l'administration, le délai de prévenance peut être réduit en cas de nécessité du service dûment motivée. Pendant la période d'adaptation, ce délai est ramené à un mois.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** l'instauration du télétravail au sein de la collectivité ou de l'établissement à compter du 01/01/2022
- **DECIDE** la validation des critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis ci-dessus ;
- **DIT QUE** les crédits correspondants sont inscrits au budget.

CREATION DE POSTE – attaché principal

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 83/634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 84/53 du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaire relative à la fonction publique territoriale,

Vu le décret portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 80 relatif à l'avancement de grade ;

Vu l'avis de du Comité technique quant à la mise en place des Lignes Directrices de gestion

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifié, disposant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement si et seulement si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant le permettent.

Madame la Présidente informe le Conseil communautaire, qu'un agent a obtenu l'examen professionnel d'attaché principal, lui permettant un avancement de grade selon le tableau suivant :

Grade actuel	Grade d'avancement
Attaché territorial	Attaché principal

Madame la Présidente précise que les différentes conditions (financière, seuil, taux...) sont remplies et qu'il appartient donc au Conseil communautaire de se prononcer sur la création de ce poste.

Le Conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** la création d'un poste d'attaché principal à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2022.
- **AUTORISE** Madame la Présidente, ou son représentant, à prendre l'arrêté de nomination et tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la délibération.
- **DEMANDE** à Madame la Présidente, ou son représentant, de solliciter le Comité Technique du Centre De Gestion de la Corrèze (CDG19) pour actualiser le tableau des effectifs.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité.

PASSATION D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN FONCTIONNAIRE TERRITORIAL

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en ses dispositions des article 61 à 63 ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu le projet de convention de mise à disposition avec la commune d'Uzerche dont teneur figurant en annexe à la présente délibération ;

Vu l'accord du fonctionnaire concerné ;

PROCES VERBAL

Séance du conseil communautaire 07 décembre 2021 – Salon la Tour

Vu l'exposé de Madame la Présidente expliquant les motivations de ce choix (nécessité de dynamiser la communication externe de la collectivité, mutualisations des moyens entre les communes membres et l'EPCI...) et après présentation du projet de convention fixant les modalités de mise à disposition (relations entre la collectivité d'origine, la collectivité d'accueil notamment)

Jean Paul GRADOR précise que cette mise à disposition nécessite une réorganisation au sein des services municipaux.

Michel LAUTRETTE : Il est important que la CCPU se fasse connaître aussi bien en interne (sur son propre territoire) qu'à l'extérieur.

Après délibération, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **PREND ACTE** de la mise à disposition d'un agent de la commune d'Uzerche à raison de 17h30 hebdomadaires à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 1an et dans la limite de trois années, et renouvelable par périodes ne pouvant excéder trois ans,
- **DIT** que Madame la Présidente ou son représentant à signer la convention de mise à disposition et tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération,
- **DIT** que les crédits budgétaires seront inscrits au budget de la collectivité.

CONVENTION D'UTILISATION LOCAL

Madame la Présidente rappelle que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche exerce, au regard de ses statuts, le développement de la promotion du tourisme et assure notamment à ce titre la gestion de l'Office de Tourisme.

En septembre dernier, le conseil communautaire avait validé la convention de mise à disposition des locaux entre la Communauté de communes du Pays d'Uzerche et la commune d'Uzerche pour l'exercice de la compétence tourisme

Il est rappelé que les Communautés de Communes du Pays de Lubersac-Pompador, du Pays d'Uzerche et de Vézère-Monédières Millesources sont actionnaires de la SPL « Terres de Corrèze », société ayant en charge la gestion touristique du territoire.

Afin d'exercer ses missions, la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche permet à la SPL d'utiliser les locaux sis 10 Place de la Libération à Uzerche.

Il est proposé d'établir une convention encadrant cette utilisation

Après lecture du projet de contrat, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **VALIDE** le contrat et les modalités d'utilisation des locaux
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer ledit contrat
- **DIT** que les dépenses et les recettes liées à ce contrat seront inscrites au budget de la collectivité.

PROJET DE CONVENTION MULTIPARTITE N°2 RELATIVE A L'ADMINISTRATION D'UNE

APPLICATION NUMERIQUE DE GESTION ET DE VALORISATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE DE RANDONNEE (du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024) - Plan financier Rando Millevaches 2022 – 2023 – 2024

Le 11 septembre 2018, à Millevaches, 14 structures se sont associées autour du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin (SMAG PNRML) en signant la convention-cadre du projet Rando Millevaches dont l'objectif est la mise en place et le déploiement d'une solution numérique de gestion et de valorisation de l'offre de randonnée.

La convention-cadre établissait un plan de financement prévisionnel par structure, tant en matière d'investissement que de fonctionnement pour une durée de trois ans.

Lors d'un comité de pilotage qui s'est tenu en octobre 2020, les partenaires présents ont confirmé souhaiter poursuivre le projet et pérenniser le poste d'animation.

La prochaine convention débutera le 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 3 ans. Un avenant prolonge la convention-cadre initiale jusqu'à la fin de l'année 2021.

Par courrier, la CC du Pays de Lubersac-Pompador (CC PLP) a formulé son souhait d'intégrer le projet Rando Millevaches à partir de 2022.

Le COPIL Rando Millevaches du 15 juin 2021 a validé l'intégration de la CC PLP selon un scénario spécifique : Intégration au même titre qu'un autre partenaire au 01/01/2022 et prise en compte des frais réels de la CC PLP depuis 2018. La CC PLP a accepté, par courrier le 12 juillet 2021, les conditions financières du COPIL afin d'intégrer la projet Rando Millevaches.

Il est proposé de valider le plan prévisionnel du projet Rando Millevaches pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024.

Le contenu de ce plan prévisionnel est porté à la connaissance du Conseil Communautaire pour signature concernant :

Le COPIL Rando Millevaches du 15 juin 2021 a validé l'intégration de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompador (CC PLP) selon le scénario suivant : *Intégration au même titre qu'un autre partenaire au 01/01/2022 et prise en compte des frais réels de la CC PLP depuis 2018.*

Calcul de la population municipale de la CC PLP pour l'intégrer à la nouvelle clé de répartition du projet :

Les coûts réels du projet depuis 2018 sont exposés dans le tableau ci-dessous :

COMMUNES	<i>Somme de Population municipale*</i> <i>Les données de population au 1er janvier 2017 dans les limites territoriales des communes au 1er janvier 2019 sont officielles et authentifiées par le décret n° 2019-1546 du 30 décembre 2019. Ces populations officielles sont entrées en vigueur au 1er janvier 2020.</i>
Amac-Pompador	1 133
Benayes	228
Beyssac	615

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

Beyssenac	368
Conceze	413
Lubersac	2 230
Montgibaud	239
Saint-Julien le Vendômois	249
Saint-Martin-Serpert	274
Saint-Pardoux-Corbier	418
Saint-Sornin Lavoips	858
Troche	557
TOTAL	7 582
Part de la population / Projet Rando Millevaches	5,85 %

COÛT REEL DU PROJET DEPUIS LE 11/09/2018

COÛT REEL DU PROJET DEPUIS LE 11/09/2018	Frais d'investissement : Makina Corpus	<i>Frais salariaux du 01/12/2018 au 31/12/2021</i>	COÛT TOTAL
Montants	72 000 €	71 987,46 €	143 987,46 €

Les coûts réels ont été proratisés selon la clé de répartition :

COÛT REEL DU PROJET DEPUIS LE 11/09/2018 - POUR LA CC PLP

POSTE DE DEPENSES	Frais d'investissement : Makina Corpus	Frais salariaux	COÛT TOTAL
Montants	72 000 * 5,85% = 4 212 €	71 987,46 * 5,85% = 4211,27 €	8 423,27 €

Les partenaires ont décidé de diviser ces 8 423,27 € en 2, 50% - 50%, soit :

- 4 211,63 € représentant un montant « bonus » pour financer de nouveaux développements ou projets,
- 4 211,63 € qui viendront diminuer la participation prévue des autres partenaires.

Le tableau prévisionnel des dépenses incluant la CC PLP au même titre que les autres partenaires déjà présents est le suivant :

Nom du groupement	Somme de Population municipale	Part de la population (%)	Frais salariaux Pour 3 ans	Frais investissement (communication, traduction, hébergement et maintenance du site)	TOTAL pour 3 ans
CC Briance Combade	5410	4,17%	4 254,82 €	1 877,13 €	6 131,94 €
CC Marche et Combraille en Aquitaine	13614	10,50%	10 707,04 €	4 723,69 €	15 430,73 €
CC Creuse Grand Sud	12026	9,27%	9 458,12 €	4 172,70 €	13 630,82 €

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

CC de Noblat	11951	9,21%	9 399,13 €	4 146,68 €	13 545,81 €
CC de Ventadour - Egletons - Monédières	10181	7,85%	8 007,08 €	3 532,53 €	11 539,61 €
CC des Portes de Vassivière	5631	4,34%	4 428,63 €	1 953,81 €	6 382,43 €
CC du Pays d'Uzerche	9743	7,51%	7 662,60 €	3 380,56 €	11 043,16 €
CC Haute-Corrèze Communauté	33568	25,88%	26 400,31 €	11 647,20 €	38 047,51 €
CC Vézère-Monédières-Millesources	5054	3,90%	3 974,83 €	1 753,60 €	5 728,44 €
CC Creuse Sud Ouest	13705	10,57%	10 778,61 €	4 755,27 €	15 533,88 €
CC du Pays de Lubersac-Pompador	7582	5,85%	5 963,04 €	2 630,75 €	8 593,79 €
Le Lonzac	805	0,62%	633,11 €	279,31 €	912,42 €
Saint-Augustin	423	0,33%	332,68 €	146,77 €	479,45 €
TOTAL	129 693	100,00%	102 000,00 €	45 000,00 €	147 000,00 €

Calcul de la diminution du reste à charge des partenaires après ventilation de la contribution « au réel » de la CC PLP :

Nom du groupement	Somme de Population municipale sans CC PLP	Part de la population (%) sans la CC PLP	Répartition des 4211,63 € apportés par la CC PLP
CC Briance Combade	5410	4,43%	186,59 €
CC Marche et Combraille en Aquitaine	13614	11,15%	469,55 €
CC Creuse Grand Sud	12026	9,85%	414,78 €
CC de Noblat	11951	9,79%	412,19 €
CC de Ventadour - Egletons - Monédières	10181	8,34%	351,14 €
CC des Portes de Vassivière	5631	4,61%	194,21 €
CC du Pays d'Uzerche	9743	7,98%	336,04 €
CC Haute-Corrèze Communauté	33568	27,49%	1 157,77 €
CC Vézère-Monédières-Millesources	5054	4,14%	174,31 €
CC Creuse Sud Ouest	13705	11,22%	472,69 €
CC du Pays de Lubersac-Pompador			
Le Lonzac	805	0,66%	27,76 €
Saint-Augustin	423	0,35%	14,59 €
TOTAL	122111	100,00%	4 211,63 €

Ainsi, le tableau de financement ajusté pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 est le suivant :

Nom du groupement	TOTAL pour 3 ans	Contribution supplémentaire pour la CC PLP
CC Briance Combade	5 945,35 €	
CC Marche et Combraille en Aquitaine	14 961,18 €	
CC Creuse Grand Sud	13 216,04 €	
CC de Noblat	13 133,62 €	
CC de Ventadour - Egletons - Monédières	11 188,47 €	
CC des Portes de Vassivière	6 188,22 €	
CC du Pays d'Uzerche	10 707,13 €	
CC Haute-Corrèze Communauté	36 889,75 €	
CC Vézère-Monédières-Millesources	5 554,12 €	

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

CC Creuse Sud Ouest	15 061,19 €	
CC du Pays de Lubersac-Pompadour	12 805,42 €	4 211,63 €
Le Lonzac	884,66 €	
Saint-Augustin	464,86 €	
TOTAL	147 000,00 €	

Il faut également ajouter 4 211,63 € (frais supplémentaires, « enveloppe bonus » pour développements de projets) à ces 12 805,42 €.
12 805,42 + 4 211,63 = **17 017,05 €**

La CC PLP devra donc participer au projet à hauteur de 17 017,05 € à partir du 1^{er} janvier 2022.

Après délibération, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **VALIDE** la proposition du plan financier pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;
- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel ;
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer la convention-cadre et tout document afférent à cet objet.

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA PASSATION D'UN MARCHÉ PUBLIC RELATIF A LA MISE EN PLACE D'UNE APPLICATION NUMERIQUE DE GESTION ET DE VALORISATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE DE RANDONNÉE

Le 11 septembre 2018, à Millevaches, 14 structures se sont associées autour du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin (SMAG PNRML) en signant la convention-cadre du projet Rando Millevaches dont l'objectif est la mise en place et le déploiement d'une solution numérique de gestion et de valorisation de l'offre de randonnée.

La convention-cadre établissant un plan de financement prévisionnel par structure, tant en matière d'investissement que de fonctionnement pour une durée de trois ans.

Le 20 juin 2018, les Communautés de communes et les communes du projet ont toutes signé une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché public relatif à la mise en place d'une application numérique de gestion et de valorisation de l'offre touristique de randonnée.

Lors d'un comité de pilotage qui s'est tenu en octobre 2020, les partenaires présents ont confirmé souhaiter poursuivre le projet et pérenniser le poste d'animation.

La prochaine convention débutera le 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 3 ans. Un avenant prolonge la convention-cadre initiale jusqu'à la fin de l'année 2021.

Par courrier, la CC du Pays de Lubersac-Pompadour (CC PLP) a formulé son souhait d'intégrer le projet Rando Millevaches à partir de 2022.

Le COPIL Rando Millevaches du 15 juin 2021 a validé l'intégration de la CC PLP selon un scénario spécifique : Intégration au même titre qu'un autre partenaire au 01/01/2022 et prise en compte des frais réels de la CC PLP depuis 2018. La CC PLP a accepté, par courrier le 12 juillet 2021, les conditions financières du COPIL afin d'intégrer le projet Rando Millevaches.

Compte tenu des éléments précédemment exposés, il est proposé d'établir un avenant n°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché public relatif à la mise en place d'une application numérique de gestion et de valorisation de l'offre touristique de randonnée afin de prolonger les contrats relatifs à des prestations de traduction et de développement web.

Le contenu de ce plan prévisionnel est porté à la connaissance du Conseil Communautaire pour signature concernant :

L'avenant a pour objet de :

- Prolonger la convention constitutive d'un groupement de commandes jusqu'à la date de fin du dernier contrat de prestation.
- Intégrer la Communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour au groupement de commandes.

Article 1 – Modification de l'article 2.2 Missions du coordonnateur

L'article 2.2 de la convention est modifié comme suit :

« Dans le respect de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les missions du coordonnateur sont les suivantes :

- Solliciter les devis aux différents prestataires sélectionnés pour participer au développement de l'applications. Ces devis feront apparaître la répartition financière entre chaque membre ;
- Signer ces devis ;
- Signer les contrats passés avec les prestataires. »

Article 2 – Modification de l'article 3 Membres du groupement

L'article 3 de la convention est modifié et complété comme suit :

« Le groupement de commandes est constitué par les Communautés de Communes de Birance Combade, Marche et Combraille en Aquitaine, Creuse Grand Sud, Noblat, Ventadour-Egletons-Monédière, des Portes de Vassivière, du Pays d'Uzerche, Haute-Corrèze Communauté, Vézère-Monédières Millesources, de Creuse Sud-Ouest et du Pays de Lubersac-Pompadour, et les communes du Lonzac et de Saint-Augustin, dénommées « membres » du groupement de commandes, signataires du présent avenant. »

Article 3 – Modifications de l'article 3.1 Obligations des membres du groupement

L'article 3.1 de la convention est modifié comme suit :

« Chaque membre du groupement s'engage à :

- Assurer le paiement des prestations le concernant ;
- Informer le coordonnateur de tout litige avec un prestataire. »

Article 4 – Modifications de la durée de la convention

L'article 5 de la convention est modifié comme suit :

« Le présent avenant prolonge la convention en vigueur jusqu'à la date de fin du dernier contrat. »

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **VALIDE** la proposition d'avenant n°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché public relatif à la mise en place d'une application numérique de gestion et de valorisation de l'offre touristique de randonnée ;
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché public relatif à la mise en place d'une application numérique de gestion et de valorisation de l'offre touristique de randonnée.

COMPETENCE TOURISME - CHEMINS DE RANDONNEES- MUTUALISATION

Madame la Présidente rappelle que la Communauté de Communes exerce la compétence « promotion du tourisme ». Elle rappelle que la compétence « tourisme » est une compétence partagée entre différentes collectivités.

Madame la Présidente précise que jusqu'à présent, la compétence était partagée entre la CCPU et les communes :

- les communes ont à leur charge l'entretien des chemins (PDIPR ou pas, petites, moyennes et grandes boucles)
- la CCPU a à sa charge l'entretien du balisage, via une convention signée tous les ans avec la base de la Minoterie.

Cette convention comportait également des prestations plus larges :

- suivi des conventions avec les propriétaires privés
- proposition de travaux pour améliorer les circuits
- transmission des données à Géotreck ou à l'office pour la promotion

Madame la Présidente rappelle que la CCPU a adhéré au projet RandoMillevaches et que le Comité technique de ce dernier a décidé d'exclure les itinéraires qui ne seraient pas correctement entretenus, pour des raisons d'image. Pour information, seulement 5 sentiers de la CCPU ont été entrés dans l'application Géotreck pour cause de problème d'accessibilité, de balisage ou d'entretien. Deux circuits sont en attente de publication.

Une proposition mutualisée est ainsi présentée au conseil communautaire.

Il est donc proposé au conseil de confier une prestation globale d'entretien des chemins **ET** du balisage à l'entreprise Roue Léo Vert.

Avantages :

- prestation groupée, économie d'échelle
- soutien à une jeune entreprise du territoire
- soutien aux services communaux notamment dans des périodes de surcharge de travail (printemps/automne)
- qualité des sentiers améliorée : image du territoire pour les touristes mais également pour les habitants, promotion de produits touristiques de pleine nature facilitée
- gestion de la facturation, de la demande de subvention PDIPR par la CCPU, refacturation du reste à charge à chaque commune au prorata des kms. (lien avec un interlocuteur unique pour les chemins PDIPR souhaité par le CD19)

Dans un souci de mutualisation et d'optimisation dans la gestion des deniers publics, il est proposé d'établir une convention entre les communes et l'EPCI afin de réaliser les prestations nécessaires à l'exercice de la mission et fixer les règles applicables en la matière.

François FILLATRE + Jérôme SAGNE : quid des passages sur le privé ? problématique de la responsabilité.

Revoir le nombre de kilomètres par communes.

Après délibération, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **VALIDE** le principe d'établir une convention entre les communes et l'EPCI afin de réaliser les prestations nécessaires à l'exercice de la mission détaillée ci-dessus et fixer les règles applicables en la matière.
- **DIT** que cette convention est réalisée dans un souci de mutualisation et d'optimisation dans la gestion des deniers publics
- **DIT** que la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche assurera les missions prévues dans la convention (gestion de la facturation, de la demande de subvention PDIPR par la CCPU, refacturation du reste à charge à chaque commune au prorata des kms...notamment)
- **DIT** que les Communes assumeront les charges relevant de leur compétence
- **DIT** que les dépenses et recettes seront inscrites au budget de la collectivité.
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document permettant la bonne exécution de la présente délibération.

« PLATEFORME DE RENOVATION ENERGETIQUE DE L'HABITAT ET DU PETIT TERTIAIRE PRIVE »

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT INTER EPCI

Madame la Présidente rappelle que la Région Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec l'Etat et l'ADEME, souhaite réorganiser et renforcer le service public de conseil aux ménages pour la rénovation énergétique de leurs logements. Elle déploie ainsi, sur l'ensemble du territoire régional un réseau de plateformes proposant un guichet unique de conseil/accompagnement pour la « Rénovation énergétique de l'habitat ».

Il s'agit d'inciter à la rénovation énergétique globale performante et bas carbone de l'habitat privé. Ces plateformes assureront notamment les missions suivantes :

- Une information de 1er niveau, un conseil personnalisé et un accompagnement de base « tiers de confiance » des ménages ;
- Une communication, une sensibilisation et une animation auprès des ménages ;
- Une information de 1er niveau au petit tertiaire privé ;
- Une communication, une sensibilisation et une animation des professionnels, notamment pour adapter l'offre privée et favoriser la rénovation énergétique embarquée.

Les plateformes sont des tiers de confiance de proximité, qui participent à l'atteinte des objectifs nationaux et régionaux de rénovation énergétique et dynamisent sur leur territoire le marché de la rénovation énergétique globale et performante du logement.

Les EPCI, aux côtés éventuellement d'autres acteurs publics ou privés, sont à la gouvernance des plateformes et participent à leur financement, le plus souvent dans un cadre mutualisé afin d'avoir les moyens nécessaires pour garantir la qualité de ce service public.

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

A cette fin, chaque plateforme vise une couverture de 100 000 habitants, dans une logique de bassin de vie ou de périmètre de projet territorial, permettant le financement d'au moins 2 ETP dédiés.

Pour répondre à ces impératifs, six EPCI du département de la Corrèze, au travers d'une convention de partenariat, vont ainsi mutualiser leurs moyens à savoir la communauté d'agglomération Tulle Agglo, la communauté de communes Haute Corrèze Communauté, la communauté de communes Xaintrie Val' Dordogne, la communauté de communes Midi Corrèzien, la communauté de communes Vézère Monédières Millesources et la communauté de communes du Pays d'Uzerche.

Tulle Agglo est désignée comme structure pilote.

La convention, jointe en annexe, précise les modalités d'organisation et de fonctionnement ainsi que le financement de ce partenariat.

Conformément aux dispositions de l'article L.5221-2 du CGCT, l'ensemble des questions d'intérêt commun relatives à la présente convention sont débattues au sein d'un comité de pilotage (COPIL) composé d'1 représentant titulaire et d'1 suppléant par intercommunalité. Les représentants sont désignés au sein de chaque organe délibérant des EPCI membres.

Il est donc proposé à l'Assemblée de procéder à la désignation d'un élu titulaire et un suppléant qui représenteront la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche dans le cadre du comité de pilotage

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le projet de convention de partenariat pour la mise en œuvre de la plateforme de rénovation énergétique, ci-annexé,
- **AUTORISE** la Présidente à signer ladite convention et tous les documents nécessaires au suivi de ce dossier,
- **DECIDE DE NE PAS PROCÉDER** au scrutin secret pour cette désignation,
- **DÉSIGNE** les délégués pour représenter la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au comité de pilotage du partenariat :
 - Titulaire :
 - **Jean Michel FAUGERAS**
 - Suppléant :
 - **François FILLATRE**
- **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget principal.

Convention Territoriale Globale – Plan d'actions

Madame Corinne BOUYASSE, 4^{ème} Vice-Présidente, rappelle au conseil communautaire du Pays d'Uzerche qu'il exerce la compétence enfance jeunesse déléguée au Centre Intercommunal d'Action Sociale et entretient à ce titre un travail partenarial depuis plusieurs années avec la Caisse d'allocations Familiales, notamment dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse puis de la Convention Territoriale Globale.

Le Contrat Enfance Jeunesse étant arrivé à son terme au 31.12.2018, a été renouvelé en 2019, et conjointement commencé l'écriture d'une Convention Territoriale Globale. Cette dernière a été formalisée par sa signature le 20 décembre 2019.

La CTG à l'échelon de l'intercommunalité concerne : la petite enfance, la jeunesse, la parentalité, l'animation de la vie sociale, le logement et le cadre de vie, ainsi que l'accès aux droits avec toutes les déclinaisons possibles concernant ces thématiques. Elle « s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté. En mobilisant l'ensemble des ressources du territoire, la CTG renforce les coopérations et contribue ainsi à une plus grande efficacité et complémentarité d'interventions ».

Madame Corinne BOUYASSE, 4^{ème} Vice-Présidente, informe le conseil communautaire l'intérêt et la nécessité de s'engager dans un travail partenarial avec la CAF, les différents partenaires locaux en vue de s'inscrire dans le processus d'une convention territoriale globale, d'un plan d'actions qui sera soumis ultérieurement à approbation.

Madame Corinne BOUYASSE, 4^{ème} Vice-Présidente, précise que qu'un plan d'actions a été formalisé suite à différents échanges afin d'appréhender la mise en commun de l'existant, des besoins, et des actions à envisager.

Ce plan d'actions a fait ressortir plusieurs éléments permettant la mise en place d'actions à différentes échelles sur le territoire. Il a été présenté en Comité de Pilotage (COPIL) le 06 octobre 2021 et a été validé par ce dernier.

Compte tenu de l'enjeu pour le territoire, et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **VALIDE** le plan d'actions présenté,
- **PRECISE** que celui-ci pourra être amendé si nécessaire,
- **DIT** que les dépenses nécessaires à sa mise en œuvre seront inscrites aux budgets dès lors que cela sera nécessaire,
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération (conventions, partenariat...) dès lors que les actions entrent dans les affaires de gestion courante de la collectivité.

DISPOSITIF DE RECUEIL (DR) MOBILE

Monsieur Jean-Jacques CAFFY, Vice-Président -rappelle le PETR Vézère-Auvézère bénéficie, en lien avec les services de la préfecture, d'un dispositif de recueil (DR) mobile des demandes de titres d'identité depuis 2017.

Par un courrier en date du 25 mai 2021, la Préfecture a proposé une nouvelle organisation concernant le déploiement de dispositifs de recueil (DR) supplémentaires des demandes de titres d'identité.

Le PETR a souhaité pérenniser ce service sur son territoire et disposer d'un DR mobile dédié à son territoire. Il a également sollicité l'implantation d'un DR fixe sur la commune de Lubersac.

Par un courrier en date du 3 novembre 2021, le ministère de l'intérieur-DMAT a donné une suite favorable à ces demandes et la préfecture a demandé au PETR de définir la commune de rattachement du DR mobile (Uzerche ou Treignac).

Après un échange entre le PETR, les Communautés de communes du Pays d'Uzerche, du Pays de Lubersac-Pompadour et Vézère-Monédières-Millesources et les communes de Lubersac, Treignac et Uzerche, il est proposé que le DR mobile soit rattaché à la commune d'Uzerche sous réserve des conditions suivantes :

- Utilisation du DR mobile uniquement au domicile des personnes dans l'incapacité de se rendre auprès d'un DR fixe, sur présentation d'un certificat médical comme cela a été expressément demandé par les services de la Préfecture ;
- Prise de rendez-vous et pré-instruction des demandes effectuées par les agents des communes où sont domiciliées les personnes concernées ;

PROCES VERBAL
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2021 – Salon la Tour

- Rendez-vous assurés par les agents des mairies dotées d'un DR fixe (Lubersac, Treignac et Uzerche), ces derniers se déplaçant dans les communes membres de leur communauté de communes respective ;
- Bilan à la fin de la première année de fonctionnement

Jean Paul GRADOR précise que le DR mobile est utilisable quand « incapacité à se déplacer + production d'un certificat médical »

Corinne BOUYSSSE : On a un territoire avec de nombreux établissements et avoir une CNI c'est le début de la reconnaissance de l'identité. Les critères peuvent donc être réducteur.

Après délibération, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** le rattachement du DR mobile à la commune d'Uzerche sous réserve des conditions suivantes :
 - Utilisation du DR mobile uniquement au domicile des personnes dans l'incapacité de se rendre auprès d'un DR fixe, sur présentation d'un certificat médical comme cela a été expressément demandé par les services de la Préfecture ;
 - Prise de rendez-vous et pré-instruction des demandes effectuées par les agents des communes où sont domiciliées les personnes concernées ;
 - Rendez-vous assurés par les agents des mairies dotées d'un DR fixe (Lubersac, Treignac et Uzerche), ces derniers se déplaçant dans les communes membres de leur communauté de communes respective ;
 - Bilan à la fin de la première année de fonctionnement.
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document permettant la bonne exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

Christian MANEUF

La Présidente,

Catherine CHAMBRAS